



DEMANDE D'AUTORISATION D'ABATTAGE D'ARBRE(S)

Selon les dispositions des articles 32 à 35 du Règlement communal sur les constructions (voir au verso)

Propriétaire concerné :

Mandataire :

Nom, prénom ou société : _____
Adresse complète : _____
N° postal et localité : _____
Téléphone : _____

EMPLACEMENT :

Rue et n° : _____
Parcelle n° : _____

OBJET DE L'ABATTAGE :

Arbre(s) concerné(s) :
.....

Motif de la demande
d'abattage :
.....

Remplacement proposé :
.....

Observations éventuelles :
.....

Personne de contact pour
visite éventuelle sur place :

N° de téléphone :

Adresse électronique :

Lieu et date _____ Le requérant _____

Remarque :

Joindre à la demande une photo du ou des arbres à abattre et le plan de situation avec la mention de l'emplacement de l'arbre (plan imprimable sur le géoportail : <http://geoportail.delemont.ch>)

**LA DEMANDE D'AUTORISATION D'ABATTAGE EST A TRANSMETTRE AU SERVICE DE
L'URBANISME, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS**

6. Vestiges historiques, archéologiques ou paléontologiques

Art. 29 ¹Toute mise au jour d'éléments d'intérêt historique, archéologique ou paléontologique lors de travaux (construction, transformation, démolition, terrassement, etc.) entraîne l'arrêt immédiat des travaux.

²La découverte sera immédiatement portée à la connaissance de l'autorité communale et de l'OCC. Ce dernier est autorisé à procéder à des sondages, voire à des fouilles, avant et pendant les travaux à condition de remettre les lieux en état.

7. Voies de communication historiques

Art. 30 ¹Les voies de communication historiques sont régies par l'ordonnance concernant l'Inventaire fédéral des voies de communication historiques de la Suisse (OIVS) du 14 avril 2010¹⁶. La conservation des éléments IVS d'importance nationale est prescrite. Les éléments d'importance locale ou régionale doivent également être ménagés. Ceci s'applique essentiellement aux éléments « avec beaucoup de substance » (conservation intégrale souhaitée) et aux éléments « avec substance » (conservation des abords immédiats souhaitée).

²Sont concernés, sur le territoire de la commune de Delémont :

- a) les chemins IVS JU 1 et JU 2 (objets d'importance nationale « avec substance ») ;
- b) le chemin IVS JU 356 (objet d'importance nationale « avec beaucoup de substance » et objet d'importance régionale et locale « avec substance ») ;
- c) le chemin IVS JU 344 (objet d'importance locale « avec substance » et « avec beaucoup de substance », par endroits) ;
- d) le chemin IVS JU 358 (objet d'importance locale « avec substance »).

³Les modifications des éléments « avec beaucoup de substance » sont à éviter, y compris le changement du type de revêtement. Les abords immédiats des éléments « avec substance » sont, dans la mesure du possible, à conserver dans leur état.

8. Murs de pierres sèches

Art. 31 Les murs de pierres sèches sont protégés. Il est interdit de les cimenter, de les démonter ou d'en utiliser les pierres ainsi que de les traiter avec des produits phytosanitaires.

CHAPITRE II : Patrimoine naturel

1. Généralités

Art. 32 ¹Plan de zones et RCC forment ensemble la base légale communale. Les bases légales cantonales et fédérales s'appliquent pour tous les éléments non cités dans les documents communaux.

²Le RCC fixe les buts de protection et les restrictions en matière de construction et d'affectation pour les différentes zones et objets protégés.

³La protection du patrimoine naturel situé en forêt ainsi que la gestion sylvicole des peuplements concernés sont réglées par la

¹⁶ RS 451.13

législation en vigueur. L'ENV veille à la conservation du patrimoine naturel dans le cadre de l'application de la loi.

2. Haies, arbres isolés, allées d'arbres dans l'espace bâti

a) Définition

Art. 33 ¹La végétation urbaine remplit des fonctions esthétiques, écologiques et sociales qui doivent être préservées. Dans ce sens, le Conseil communal encourage la présence de végétation dans le milieu bâti.

²L'ordonnance du Conseil communal concernant la conservation des arbres et des haies en milieu bâti assure, en complément au présent règlement et aux mesures édictées par le plan directeur Nature en ville, la conservation, la protection, le maintien et le renouvellement de la végétation formant les éléments majeurs du paysage à l'intérieur du périmètre bâti.

³A l'intérieur de la zone à bâtir, sur les fonds publics et privés, sont protégés les haies structurantes, allées d'arbres et arbres isolés dont le tronc présente un diamètre supérieur ou égal à 20 cm. Sont également protégés les arbres présentant un diamètre inférieur et répondant à une ou plusieurs caractéristiques particulières suivantes :

- a) espèce indigène ou étrangère rare au niveau régional ;
- b) arbre faisant partie d'un groupe, d'une allée ou d'un alignement ;
- c) arbre faisant partie intégrante d'un verger de hautes tiges ;
- d) arbre structurant au niveau du paysage urbain ou de son environnement proche ;
- e) arbre issu d'une replantation au titre de compensation suite à un abattage de planification paysagère.

⁴Sont exclues :

- a) les végétations des rives des divers cours d'eau, qui sont gérées par l'art. 21 de la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage¹⁷ ;
- b) les allées d'arbres du Vorbourg, inscrites et gérées par l'arrêté y relatif du 5 février 1980 du Gouvernement jurassien¹⁸.

b) Procédure

Art. 34 ¹L'abattage ou l'élagage sévère de tout objet protégé au sens de l'article précédent est soumis à autorisation selon les modalités définies dans l'ordonnance du Conseil communal concernant la conservation des arbres et des haies en milieu bâti (ci-après : l'ordonnance).

²Le Service UETP est chargé de l'application de ladite ordonnance.

³L'ordonnance définit la manière dont est assurée l'information des riverains, des instances concernées et de la population.

⁴Dans la mesure du possible, l'entretien sera privilégié aux mesures d'abattage et d'arrachage.

¹⁷ RS 451

¹⁸ RSJU 451.351

c) Dispositions particulières

Art. 35 ¹L'autorisation d'abattage est assortie de l'obligation pour le bénéficiaire de procéder à ses frais à une plantation compensatoire déterminée d'entente avec le Service UETP (nombre, essence, dimensions, fonction, emplacement, délai d'exécution). A défaut, le paiement d'une contribution compensatoire sera exigé.

²Le Conseil communal définira le montant de la taxe compensatoire sur la base des recommandations de l'Union suisse des services des parcs et promenades (USSP).

³Cette contribution compensatoire doit être versée au fonds communal pour les arbres.

⁴Le fonds communal pour les arbres est destiné au financement de la plantation et de l'entretien des arbres sur le domaine public.

⁵La plantation compensatoire n'est pas exigée lorsque les arbres sont déjà suffisamment abondants sur la parcelle concernée.

3. Haies et bosquets en zone agricole

a) Définition

Art. 36 ¹En vertu des législations fédérales et cantonales sur la protection de la nature et sur la chasse, toutes les haies et tous les bosquets situés sur le territoire communal en zone agricole sont protégés.

²Les haies et bosquets mentionnés au plan de zones ont une valeur biologique et paysagère remarquable. Les mesures de protection visent les objets naturels ainsi que leur environnement proche.

b) Restriction d'utilisation du sol

Art. 37 ¹Pour les catégories de bétail autres que les chevaux et les chèvres et en fonction du genre de végétation arbustive, il n'est pas obligatoire de clôturer, sous réserve des dispositions relevant de la politique agricole.

²En cas de risque de dégradation du milieu naturel, le Conseil communal peut ordonner, d'entente avec l'ENV, de barrer les haies et bosquets menacés par le bétail.

³Si l'exploitant se soustrait à son obligation, le Conseil communal, après sommation, fait exécuter les travaux par substitution, aux frais du responsable.

⁴Une bande herbeuse permanente de 3 m de large au minimum doit être respectée autour des haies et des bosquets.

c) Utilisations du sol interdites

Art. 38 ¹La pénétration dans les haies et bosquets par des chevaux ou par des chèvres est interdite.

²Il est en outre interdit :

- a) d'en réduire la surface ;
- b) de déraciner, brûler tout ou partie de l'objet ;
- c) d'opérer des coupes rases ;
- d) de changer la structure de la haie (haie haute en haie basse par exemple) ;
- e) d'entreprendre des travaux de terrassement et de déposer des matériaux de tout genre dans un rayon de 5 m autour de l'objet protégé, excepté dans la zone à bâtir où cette distance